

1. Dix ans après le Brexit, quel bilan économique peut-on dresser pour le Royaume-Uni ?

Le bilan apparaît aujourd'hui contrasté mais globalement moins favorable que ce qu'espéraient les partisans du Leave.

Sur le plan politique, le Royaume-Uni a retrouvé sa pleine souveraineté réglementaire, commerciale et migratoire. Mais sur le plan économique, la plupart des études soulignent une croissance plus faible que celle qui aurait probablement prévalu en restant dans l'Union européenne. Par exemple, l'institut officiel du « *National Bureau of Economic Research* » estime que le Brexit a réduit le PIB par habitant de 6 à 8%, les investissements étrangers de 12 à 18%, le taux d'emploi et la productivité de l'ordre de 3 à 4%

Les échanges commerciaux avec l'Europe se sont complexifiés, notamment pour les PME et les exportateurs. Dix ans après, de nombreuses entreprises continuent de s'adapter aux nouvelles formalités douanières et réglementaires. Les investissements étrangers ont également été affectés, certains groupes ayant privilégié des implantations dans l'Union européenne afin de conserver un accès direct au marché unique.

Dans le même temps, le Brexit a contribué à une redistribution des flux financiers en Europe. Londres a perdu plusieurs avantages compétitifs, notamment le passeport financier européen, tandis que Paris a renforcé sa position de grande place financière continentale.

Le Royaume-Uni reste une économie majeure, innovante et attractive dans plusieurs secteurs, mais le consensus économique tend aujourd'hui à considérer que le Brexit a constitué un frein plutôt qu'un accélérateur de croissance.

2. Comment les marchés financiers ont-ils réévalué le Royaume-Uni depuis le Brexit ? La décote des actifs britanniques est-elle toujours justifiée ?

Les marchés ont progressivement intégré le Brexit comme une nouvelle réalité plutôt qu'un risque événementiel.

Dans les années qui ont suivi le référendum, la livre sterling s'est fortement dépréciée et les actifs britanniques ont subi une décote liée aux incertitudes économiques et politiques. Cette décote existe encore partiellement aujourd'hui, notamment sur certaines valeurs domestiques exposées à la consommation britannique.

Cependant, la situation est plus nuancée. Les grandes sociétés du FTSE 100 réalisent l'essentiel de leurs revenus à l'international et ont souvent bien résisté. Certains investisseurs considèrent même désormais le marché britannique comme l'un des moins chers parmi les grands marchés développés.

En revanche, le Brexit a incontestablement modifié la géographie de la finance européenne. Par exemple, plusieurs banques internationales d'origine américaine ont renforcé leurs équipes à Paris, Francfort ou Dublin afin de conserver un accès optimal au marché européen.

Pour les investisseurs, la question n'est donc plus de savoir si le Brexit constitue un risque, mais si la décote britannique reflète encore des handicaps structurels ou offre aujourd'hui une opportunité de valorisation.

3. Quel rôle la Banque d'Angleterre a-t-elle joué dans l'absorption des chocs liés au Brexit ?

La Banque d'Angleterre a probablement été l'un des principaux amortisseurs du choc Brexit.

Dès le référendum de 2016, elle a injecté des liquidités et rassuré les marchés afin d'éviter une crise de confiance. Elle a ensuite dû gérer plusieurs vagues successives de perturbations : Brexit, pandémie, crise énergétique puis poussée inflationniste.

Son action a permis d'éviter des tensions majeures sur le système financier britannique malgré une forte volatilité de la livre sterling et des épisodes de stress sur les marchés obligataires.

Pour les investisseurs, la principale leçon est que les banques centrales restent capables d'atténuer les conséquences financières d'un choc politique majeur, mais pas d'en effacer les effets économiques de long terme.

Autrement dit, la politique monétaire peut stabiliser les marchés, mais elle ne peut pas recréer à elle seule les avantages commerciaux ou réglementaires perdus avec la sortie du marché unique.

4. Quels ont été les principaux gagnants et perdants du Brexit parmi les secteurs clés de l'économie britannique ?

Les résultats sont très contrastés selon les secteurs.

Les services financiers ont sans doute été les plus touchés sur le plan institutionnel. Londres reste l'une des premières places financières mondiales, mais elle a perdu une partie de son rôle de porte d'entrée unique vers l'Europe. Paris fait partie des grands gagnants de cette redistribution.

L'industrie exportatrice a dû s'adapter à des procédures plus complexes pour accéder au marché européen. Certaines entreprises ont investi dans de nouvelles structures logistiques ou déplacé une partie de leurs activités vers l'Union européenne.

L'agriculture a également connu des difficultés liées à la fin des mécanismes européens, aux pénuries de main-d'œuvre et aux nouvelles contraintes commerciales.

À l'inverse, certains secteurs tournés vers le marché domestique ou vers des marchés non européens ont parfois bénéficié d'une plus grande flexibilité réglementaire.

Le principal gagnant identifié dans l'article reste néanmoins Paris, qui a attiré institutions financières, gestionnaires d'actifs, talents internationaux et investisseurs fortunés grâce à une combinaison d'atouts financiers, réglementaires et fiscaux.

5. Un retour du Royaume-Uni dans l'Union européenne est-il juridiquement et économiquement envisageable ? Et comment les marchés financiers réagiraient-ils à un tel scénario ?

Juridiquement, rien n'empêcherait le Royaume-Uni de demander à réintégrer l'Union européenne. Il devrait cependant suivre une procédure d'adhésion classique et accepter les conditions négociées avec les États membres.

Économiquement, un tel scénario pourrait réduire de nombreuses frictions commerciales et améliorer la visibilité des entreprises britanniques. Plusieurs études estiment qu'un rapprochement avec l'Union européenne serait favorable à la croissance à long terme.

Du point de vue des marchés, la réaction initiale serait probablement positive. Une appréciation de la livre sterling, une réduction de la prime de risque britannique et un regain d'intérêt pour les actifs domestiques semblent plausibles.

Pour autant, il ne faut pas imaginer un retour automatique à la situation d'avant 2016. Paris a profité du Brexit pour construire un véritable écosystème financier. Les banques, les gestionnaires d'actifs et les investisseurs qui se sont implantés en France ont réalisé des investissements importants et ne reviendraient pas nécessairement à Londres du jour au lendemain.

La vraie question n'est donc peut-être plus de savoir si Londres peut récupérer ce qu'elle a perdu, mais si Paris a désormais acquis un avantage structurel suffisamment solide pour conserver les bénéfices de cette décennie de réorganisation financière.

Le Brexit n'a pas provoqué l'effondrement du Royaume-Uni, mais il a profondément redistribué les cartes en Europe. Dix ans après, Londres demeure un centre financier mondial, tandis que Paris s'est imposée comme la grande gagnante continentale de cette recomposition, tant pour les institutions financières que pour les investisseurs internationaux et les patrimoines privés.